



*Sous embargo 0:00 EDT / 04:00 UTC, 24 Septembre 2020*

## **La fraude et l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption constituent des fléaux de la finance mondiale**

**Le Groupe d'experts sur l'intégrité financière souligne l'urgence à réformer pour soutenir le développement durable**

NEW YORK, 24 Septembre 2020 – Les gouvernements doivent faire davantage pour lutter contre les abus fiscaux et la corruption dans la finance mondiale, selon un Groupe d'experts réunissant d'anciens chefs d'État et de gouvernement, d'anciens gouverneurs de banques centrales, des figures du monde de l'entreprise et de la société civile ainsi que d'éminents universitaires.

Les conclusions figurent dans un rapport intérimaire publié ce jour par le Groupe d'experts de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation de l'Agenda 2030 (FACTI Panel), créé par le 74<sup>e</sup> président de l'Assemblée générale des Nations unies et le 75<sup>e</sup> président du Conseil économique et social des Nations unies.

Le rapport note que les gouvernements ne parviennent pas à s'entendre sur le problème ou la solution mais que pendant ce temps, les ressources qui pourraient aider les pauvres dans le monde continuent de se tarir du fait de la fraude et de l'évasion fiscale, de la corruption et de la criminalité financière. A titre d'exemples :

- Le transfert artificiel des bénéficiaires représente une perte annuelle de 500 milliards de dollars pour les États ;
- 7 000 milliards de dollars de fortunes privées sont cachées dans des paradis fiscaux, dont 10 % du PIB mondial détenu à l'étranger ;
- Le blanchiment d'argent s'élève à environ 1 600 milliards de dollars par an, soit 2,7 % du PIB mondial.

Les contrôles sur la finance internationale n'ont pas suivi le rythme de la globalisation et de la numérisation du monde. Les fichiers FinCen, représentant 2 milliards de dollars de transactions, ont révélé plus tôt cette semaine comment certaines des plus grandes banques ont permis à des criminels de faire circuler de l'argent sale à travers le monde. Il s'agit-là des tous derniers rapports de journalistes d'investigation à montrer que le système de régulation de l'argent sale présente d'importantes lacunes.

"La corruption et l'évasion fiscale sont endémiques. Trop de banques sont de mèche et trop de gouvernements sont enlisés dans le passé. Nous sommes tous volés, surtout les pauvres du monde", a déclaré le Dr Dalia Grybauskaitė, co-présidente du FACTI Panel et ancienne présidente de Lituanie. "La confiance dans le système financier est essentielle pour s'attaquer aux problèmes globaux comme la pauvreté, le changement climatique et la COVID-19. Au lieu de cela, nous hésitons et tardons à agir ce qui frise avec de la complicité", a-t-elle déclaré.

Les criminels tirent profit de la pandémie, selon le rapport, car les gouvernements ont assoupli les procédures pour accélérer les soins et la protection sociale. "Notre insuffisance à lutter contre la corruption et la criminalité financière a été davantage exposée par la COVID-19", a déclaré le Dr Ibrahim Mayaki, co-président du FACTI Panel et ancien premier ministre du Niger. "Les ressources pour arrêter la propagation, maintenir les gens en vie et mettre de la nourriture sur les tables existent mais se volatilisent du fait de la corruption et des abus", a-t-il déclaré.

Le Groupe d'experts FACTI appelle à une approche plus cohérente et plus équitable de la coopération fiscale internationale, y compris en matière de taxation de l'économie numérique, et à une coopération plus équilibrée en matière de règlement des différends.

Le lancement du rapport intérimaire réunira les présidents du Groupe d'experts FACTI et des représentants de haut niveau des États membres. Le Groupe d'experts espère que le rapport intérimaire suscitera un débat

parmi les décideurs politiques et qu'un consensus émergera quant aux recommandations à inclure dans le rapport final qui sera publié en février 2021.

Pour de plus amples informations et des demandes d'interviews, veuillez contacter : Patrick Nicholson au +44 7568 570569 [patrick.nicholson@factipanel.org](mailto:patrick.nicholson@factipanel.org) @nicholsonp

Conférence de presse à 11h30 (EDT) le 24 septembre, Nations Unies, New York : Salle de briefing de la presse des Nations Unies et en virtuel.

Les coprésidents du FACTI Panel, Ibrahim Assane Mayaki, ancien premier ministre du Niger et Dalia Grybauskaitė, ancienne présidente de la Lituanie, ainsi que Gamal Ibrahim, chef du secrétariat de l'initiative FACTI.

Pour participer :

<https://undesa.webex.com/undesa/onstage/g.php?MTID=e738c5dfdfafcd76effbae93f9b733acc>

Numéro de l'événement : 172 587 9815

Mot de passe : Facti

Le groupe d'experts FACTI s'appuie sur des éléments de fait probants aux fins de formuler des recommandations destinées à combler les lacunes du système international et à atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. Le panel est composé de 17 membres issus des décideurs politiques, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé.

*Plus d'informations sur le Groupe d'experts FACTI à l'adresse suivante :* <http://www.factipanel.org/about>